

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Contrat n° [...]

Contrat à durée déterminée établi pour le recrutement d'un travailleur handicapé avec formation initiale

Entre les soussignés,

Le [La] ministre [...], représenté[e] par le directeur [la directrice] des ressources humaines, [Prénom + NOM],

D'une part,

Et

[M. / Mme] [Nom] [Prénom]

Né[e] le [...], à : [...]

Demeurant : [...]

Pays de nationalité : [...]

D'autre part,

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre V du livre III de la partie législative ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application des dispositions de l'article L. 352-4 du code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le [...]

(*STATUT PARTICULIER DU CORPS/EF AUQUEL APPARTENAIT L'INTÉRESSÉ(E)*)

Vu l'arrêté n° (à saisir) en date du (à saisir) fixant les modalités et conditions de formation ;

Vu le certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant l'aptitude physique à l'emploi ;

Considérant que [M. / Mme] [Nom] [Prénom] entre dans le champ des bénéficiaires mentionnés à l'article L. 352-4 du code général de la fonction publique ;

Considérant que [M. / Mme] [Nom] [Prénom] justifie des diplômes ou du niveau d'études exigés des candidats aux concours externes de l'emploi concerné

OU

Considérant l'avis de la commission chargée de vérifier les équivalences de diplômes pour se présenter aux concours externes pour les catégories A et B, rendu le (à saisir)

OU

Considérant l'appréciation du dossier faite par l'autorité ayant le pouvoir de nomination, après avis de la commission chargée de vérifier le niveau requis pour accéder aux emplois de catégorie C, rendu le (à saisir)
,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : objet et durée du contrat

[M. / Mme] [Nom] [Prénom] est engagé[e] en qualité d'agent[e] contractuel[le] de [...] (catégorie hiérarchique) en vue d'être titularisé[e] dans le corps des : [...], dans le grade de : [...], et est affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle].

Ce contrat est conclu, en application de l'article L. 352-4 du code général de la fonction publique susvisé, pour une durée déterminée de [...], correspondant à la durée du stage prévue par le statut particulier du corps des : [...].

Il débute le [...] et prend fin le [...].

Article 2 : missions

L'intéressé[e] est appelé[e] à suivre la formation initiale afférente aux stagiaires, prévue par le statut particulier du corps dans lequel [il (elle)] a vocation à être titularisé[e].

[M. / Mme] [Nom] [Prénom] s'engage, pendant la durée de ce contrat, à suivre la totalité de sa formation initiale et à se présenter à l'ensemble des évaluations (écrites et / ou orales) prévues au cours de celle-ci.

Article 3 : période d'essai

Le présent contrat n'est pas soumis à une période d'essai.

Article 4 : conditions d'emploi

L'intéressé[e] bénéficie d'une formation initiale, tout au long du contrat, dont les modalités et les conditions sont fixées par l'arrêté (à saisir).

[Il (Elle)] fait également l'objet d'un suivi personnalisé visant à faciliter son insertion professionnelle.

L'intéressé[e] pourrait être amené[e], dans le cadre de sa formation, à effectuer des déplacements de durées et de fréquences variables sur le territoire métropolitain, en Outre-mer ou à l'étranger. Tout déplacement fera l'objet d'un ordre de mission qui en fixera le lieu, la durée et l'objet.

Le remboursement des frais supportés à cette occasion sera effectué, conformément aux dispositions du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Ce contrat est soumis à l'obtention par l'intéressé[e] de l'habilitation à connaître des informations classifiées au niveau (à préciser).

(*CETTE PRECISION EST AJOUTÉE SI L'AGENT DOIT OBTENIR UNE HABILITATION SPECIFIQUE*)

Article 5 : temps partiel

L'intéressé[e] ne peut pas bénéficier d'un temps partiel.

Article 6 : rémunération

[M. / Mme] [Nom] [Prénom] bénéficie d'une rémunération équivalente à celle d'un fonctionnaire stagiaire issu du concours externe.

Elle se décompose comme suit :

- Indice brut : [...]
- Indice majoré: [...]

Ce montant est indexé sur l'évolution de la valeur du point fonction publique et suit les évolutions de la correspondance indice brut / indice majoré, à la date d'entrée en vigueur du contrat.

L'intéressé[e] qui en remplit les conditions peut bénéficier de l'indemnité de résidence ainsi que, sur production des pièces justificatives, du supplément familial de traitement.

Article 7 : rémunération accessoire (*ARTICLE A LA MAIN DU GESTIONNAIRE EN TOTALITE*)

L'intéressé[e] perçoit des primes et indemnités identiques à celles que perçoivent les fonctionnaires stagiaires issus du concours externe :

- ...
- ...

(*L'AGENT BENEFICIE DE PRIMES/INDEMNITES*)

OU

A l'identique des fonctionnaires stagiaires issus du concours externe, l'intéressé[e] ne bénéficie pas de prime et indemnité.

(*L'AGENT NE BENEFICIE PAS DE PRIME/INDEMNITE*)

Article 8 : congés annuels

L'intéressé[e] bénéficie des congés annuels selon les modalités et durées instituées par l'établissement de formation.

Article 9 : droits et obligations

Dans l'exercice de ses fonctions, l'intéressé[e] est soumis[e] aux droits et obligations prévus par le code général de la fonction publique. En cas de manquement à ces obligations, [M. / Mme] [Nom] [Prénom] s'expose aux sanctions disciplinaires prévues par la réglementation en vigueur.

[M. / Mme] [Nom] [Prénom] s'engage à respecter la réglementation relative au cumul d'activités et à n'exercer aucune activité dans une autre administration, institution, collectivité, ou société, sans information et le cas échéant, l'autorisation du Directeur (de la Directrice) de : (...).

[M. / Mme] [Nom] [Prénom] s'engage également à respecter les règles relatives au départ des agents publics vers le secteur privé, fixées notamment à l'article L. 124-4 du code général de la fonction publique susvisé.

[M. / Mme] [Nom] [Prénom] doit déclarer [s'il (si elle)] est lié[e] à un autre employeur.

L'intéressé[e] s'engage à faire connaître sans délai, tout changement de situation [le (la)] concernant.

Article 10 : congé maladie

Tout arrêt de travail pour cause de maladie doit être signalé par l'intéressé[e] à l'administration et être transmis à l'employeur dans les 48 heures.

Article 11 : régime sécurité sociale et retraite

Pour ce qui concerne la couverture sociale, [M. / Mme] [Nom] [Prénom] est soumis[e] au régime général de la sécurité sociale.

En application de l'article 11 du décret du 25 août 1995 susvisé, [M. / Mme] [Nom] [Prénom] bénéficie des dispositions de l'article 2 du titre Ier et de celles du titre IV, à l'exception de l'article 13, du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

Pour ce qui concerne la retraite complémentaire, [il (elle)] est affilié[e] au régime de retraite complémentaire des agents contractuels de l'Etat, géré par l'IRCANTEC.

Article 12 : issue du contrat

Au terme du contrat, au vu de la scolarité et des résultats obtenus de [M. / Mme] [Nom] [Prénom], l'autorité disposant du pouvoir de nomination, après un entretien avec l'intéressé[e], décide :

- soit de titulariser l'intéressé[e] dans le cadre d'emploi du grade détenu en qualité de contractuel[le],
- soit de renouveler le contrat pour une période équivalente à celle du stage initial,
- soit de ne pas renouveler le contrat, [M. / Mme] [Nom] [Prénom] pouvant alors bénéficier des allocations d'assurance chômage en application de l'article L. 351-12 du code du travail.

Article 13 : rupture de contrat par démission

Le présent contrat peut être rompu à l'initiative de l'intéressé[e] conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, notamment du décret du 17 janvier 1986.

L'intéressé[e] peut être amené[e] à rembourser tout ou partie des frais de scolarité perçus, dans le cas où la démission intervient après le début de la scolarité.

[M. / Mme] [Nom] [Prénom] devra respecter un préavis d'une durée de huit jours au moins si [il (elle)] a accompli moins de six mois de services, d'un mois au moins si [il (elle)] a accompli des services d'une durée égale ou supérieure à six mois mais inférieure à deux ans.

Article 14 : visa du Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel (CBCM)

Le présent contrat a obtenu le visa du Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel en date du (à saisir).

OU

Le présent contrat ne nécessite pas le visa du Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel.

Article 15 : voies et délais de recours

Tout litige survenant dans l'exécution de ce contrat pourra être contesté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait, à (...) en trois exemplaires originaux, dont un est remis à l'intéressé[e], le (...)

.

.

L'administration : [...], représentée par le directeur (la directrice) des ressources humaines, (Prénom + Nom)

.

.

Le directeur (La directrice) de : (à saisir)

Signature de l'intéressé(e)

.

.

Date et Visa du Contrôleur Budgétaire et Comptable Ministériel

.

.

Nom, prénom, signature de l'intéressé(e)
(Précédée de la mention "lu et approuvé")